

JOURNAL D'OCTOBRE 2023

Urgence salariale à la DGFIP : Toutes et tous en grève le 13 octobre !

L'intersyndicale interprofessionnelle appelle l'ensemble des salarié.es et des fonctionnaires à se mobiliser et se mettre en grève contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires.

À la DGFIP, cette journée prend une importance particulière, la Direction Générale ayant ouvert un cycle de négociations autour de l'évolution indemnitaire et des promotions. Cette négociation prendra fin en décembre 2023. **Nous devons dès lors montrer notre détermination pour que la Direction Générale reconnaisse la technicité et l'engagement de l'ensemble des personnels de la DGFIP.** Cela passe par une revalorisation pérenne de la rémunération pour toutes et tous et par de véritables perspectives de carrières, des plans de qualification et de promotions internes.

Notre revendicatif concernant nos régimes indemnitaires est plus que jamais d'actualité :

- La revalorisation à 200 € mensuels de l'Indemnité Mensuelle de Technicité (IMT)
- La revalorisation de la valeur du point ACF
- L'attribution de 40 points d'ACF pour l'ensemble des personnels
- La revalorisation de la prime de rendement
- La revalorisation à 50€ mensuels et le déplafonnement de l'allocation journalière forfaitaire de télétravail
- La revalorisation des remboursements de frais
- L'adaptation des ACF expertise, sujétions ou encadrement.
- Le refus de tout dispositif de rémunération au mérite y compris pour les cadres intermédiaires.

Au-delà de la DGFIP, être en grève le 13 octobre permettra également de mettre en avant la question de la répartition des richesses qui, aujourd'hui, est une urgence. Alors qu'une minorité s'enrichit toujours plus, les inégalités et la pauvreté explosent. Alors que le gouvernement continue d'implorer une improbable bienveillance des plus riches (entreprises et particuliers), aucune mesure concrète n'est mise en place pour augmenter les rémunérations, limiter les effets de l'inflation, mettre en place une véritable justice fiscale, sociale et environnementale.



Ponts naturels, le choix est fait, vous en aurez peu en 2024 !

Dans une note confidentielle, la DG a fortement conseillé aux directions locales d'écourter les discussions sur les ponts naturels.

Elle joue du battage médiatique sur la chaotique campagne de déclaration pour faire porter la responsabilité aux jours fériés et ponts du printemps, dont le pont naturel du 19 mai 2023.

Point de mots, ni de réflexions sur le manque criant d'agents, sur l'inefficace NRP; encore moins sur la chaotique mise en place de GMBI.

On ne compte plus les burn-out, ni les services en détresse.

Combien de fiches de signalement, combien de droits d'alerte devront être déposés pour que la DG se remette en cause ?

Les directions locales ont déjà leurs ordres pour 2024 :

Pas de pont naturel en mai !

Résultat, en 2024 un seul pont naturel est accordé à la Dircofi Sud-Pyrénées : vendredi 16 août 2024. Le vendredi 10 mai 2024 ne l'est pas alors qu'il fait suite aux mercredi 8 et jeudi 9 mai tous deux fériés. Quel manque de reconnaissance pour les agents !!

CHATBOTAGE :

Trop tard pour les « stats téléphone », mais un nouvel outil moderne est en gestation mais pas encore prêt.

Le chatbot d'OpenAI, ou robot conversationnel, va être déployé dans certains services publics.

Grâce à l'intelligence artificielle, les usager-es auront des réponses rapides et précises promet la propagande techno-solutionniste.

Mais, promis juré, cela ne supprimera pas d'emplois !!

Comme l'IA n'est ni Intelligente ni Artificielle, plus d'un millier d'agent-es vont « essayer, dès la rentrée cet outil d'IA dont l'effet sur les délais de réponse et leur qualité sera évalué ». Traduction : ils vont nourrir la bête. Comme quoi, la note rappelant aux services l'obligation de répondre au téléphone à l'usager sur une plage d'au minimum 30 heures par semaine est complètement obsolète.

Un robot conversationnel, c'est tellement plus moderne (tant que cela permet de supprimer des emplois). Et les souteneurs du projet IA osent parler d'amélioration du service à l'usager !!

PHRASE DU MOIS :

«Tant que la pauvreté, l'injustice et les inégalités flagrantes persistent dans notre monde, aucun de nous ne peut vraiment se reposer»

Nelson MANDELA

Ils sont une poignée, nous sommes des millions. Mais nous ne gagnons qu'une poignée, alors qu'ils gagnent des millions.

En 2021, la rémunération moyenne des patrons du CAC40 s'établit à **6,6 millions d'euros annuels**.

Carlos Tavares, directeur général de Stellantis, a touché un salaire de **66 millions d'euros**. **80 milliards d'euros** ont été versés aux actionnaires du CAC40 sous forme de dividendes (57 milliards) et de rachats d'actions (23 milliards) en 2021.

2,4 milliards d'euros de dividendes ont été touchés par la famille Arnault, 2 milliards par Blackrock.

156,7 milliards d'euros de bénéfices ont été réalisés en 2021 par l'ensemble du CAC40 (38 % de hausse du chiffre d'affaires et hausse de 20 % du taux de profitabilité).

24,7 milliards d'euros ont été déclarés en profits par Vivendi, 18 milliards par Total Énergie. **150 à 200 milliards d'aides annuelles sont versées aux entreprises sans contrepartie ni contrôle pour l'essentiel.**

21 milliards d'euros par an de cadeaux fiscaux sont versés aux entreprises depuis 2017. 75 milliards d'exonération de cotisations sociales sur l'ensemble des branches.

On le voit, de l'argent il y en a. D'autres choix sont possibles, exigeons ce qui nous revient ! Exigeons un véritable partage des richesses !

En 2016, le différentiel de salaire net entre les femmes et les hommes représente un manque à gagner de 33 milliards/an pour les femmes et de 24 milliards de cotisations sociales.

Cette même année, la Fondation Concorde établit que l'égalité salariale permettrait à Bercy de dégager 168 milliards supplémentaires sur un quinquennat, permettant entre autres la réduction des déficits des régimes de retraites, de la Sécurité Sociale et de l'assurance chômage.

Et jusqu'à quand devrions-nous accepter de nous serrer la ceinture ?